

Rentrée 2025 : la FSU-SNUipp alerte sur une école publique en grande difficulté



Rentrée 2025 : la FSU-SNUipp alerte sur une école publique en grande difficulté

Vendredi 5 septembre s'est tenu une conférence de presse sur la rentrée scolaire en présence de Betty Jean dit Teyssier, secrétaire départementale du syndicat SNUipp/FSU du Gers. Karine Tournon pour le premier degré et Perrine Simonutti pour le second degré sont intervenues pour faire le bilan de la rentrée scolaire

Résumé de l'intervention de Karine Tournon

La rentrée scolaire 2025 s'ouvre sur fond de rigueur budgétaire et d'instabilité politique. Pour la FSU-SNUipp, premier syndicat du primaire, l'école publique traverse une crise profonde alors même qu'elle demeure un pilier de l'égalité et de l'émancipation citoyenne.

Dans le Gers, si chaque classe dispose bien d'un enseignant, la moitié des remplaçants sont déjà affectés à l'année, laissant planer un risque majeur en cas d'épidémies. Le syndicat dénonce en outre la suppression d'un poste de remplaçant, remplacé par un conseiller technique en santé mentale.

Les conditions de travail, déjà fragiles, se dégradent encore. Nouveauté de cette rentrée : les absences pour rendez-vous médicaux pourront être déduites du salaire, une décision jugée discriminatoire dans un département en plein désert médical.

Les réformes successives accentuent le malaise. Les nouveaux programmes des cycles 1 et 2, imposés sans concertation, réduisent les enseignants à de simples exécutants. Quant aux évaluations nationales, généralisées depuis 2018, elles sont devenues l'outil central de pilotage, au détriment des apprentissages. Certaines écoles doivent même assumer elles-mêmes les frais de transport pour récupérer les livrets d'évaluation.

Autre motif d'inquiétude : l'inclusion scolaire sans moyens suffisants. Dans le Gers, de nombreux AESH quittent leurs postes, victimes de la précarité du métier, malgré quelques recrutements de rentrée. L'ouverture de deux Pôles d'Appui à la Scolarité, décidée sans évaluation préalable, suscite également des réserves.

Face à cette accumulation de difficultés, la FSU-SNUipp appelle à un véritable investissement budgétaire et à une politique éducative cohérente, seule capable de redonner souffle à l'école publique.

Résumé de l'intervention de Perrine Simonutti SNES-FSU 32

Le budget de l'Éducation nationale repose aujourd'hui bien plus sur l'engagement de ses personnels que sur celui de l'État. La FSU et l'Alliance Écologique et Sociale alertent sur l'urgence de rénover écologiquement les écoles, car le dérèglement climatique accentue les inégalités sociales et scolaires.

Pourtant, le plan présidentiel de réhabilitation de 40 000 établissements a été abandonné pour des raisons budgétaires, alors que les protocoles de prévention restent insuffisants. Réhabiliter les bâtiments scolaires constitue pourtant un projet d'avenir, à la fois écologique et éducatif. Par ailleurs, la politique d'emploi sous Macron a entraîné la suppression de 8 865 postes d'enseignants en huit ans malgré la hausse des effectifs, et il faudrait 45 322 postes supplémentaires pour retrouver le taux d'encadrement de 2006. Or, le gouvernement prévoit au contraire de nouvelles réductions massives, alors même que la baisse démographique pourrait être l'occasion de rattraper les retards accumulés.

Dans le Gers, cette crise se traduit par un quart d'établissements secondaires sans équipes complètes, des affectations précaires, fractionnées ou tardives, et un manque criant de professeurs dans certaines disciplines comme l'EPS. Les réformes du lycée et du collège ont par ailleurs affaibli la cohésion des groupes-classes, alourdi les emplois du temps et laissé les familles isolées face à l'orientation. Enfin, le baccalauréat issu de la réforme Blanquer, critiqué pour ses incohérences et ses effets négatifs, nécessiterait une refonte totale pour retrouver sa légitimité et son efficacité.



P1880950.jpg